

« *L'Alliance des réseaux et plateformes d'organisations de femmes pour la participation politique, et le leadership féminin* » regroupant plus de 250,000 femmes réparties dans les 10 départements d'Haïti, exige :

La fin du quasi-état de nature et le rétablissement d'une société de confiance en Haïti.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Nous, haïtiennes de naissance ou d'adoption, de l'intérieur et de la diaspora, des classes ouvrières, des classes moyennes et des élites économiques, politiques et sociales, des diverses catégories sociales, de tous les partis politiques et tendances idéologiques, de tous les départements et terroirs d'Haïti, de toutes les affiliations religieuses et philanthropiques... regroupées au sein de l'Alliance ;

Conscientes de notre rôle social central et de notre mission historique d'être les principales vectrices du changement ;

Résolument engagées en faveur de l'émergence d'une Haïti nouvelle, dépouillée de toutes sortes d'incivilités qui ont marqué son passé récent, et animées par le feu du patriotisme et de l'héritage glorieux de nos ancêtres qui nous ont appris, à travers leurs sacrifices et leur bravoure magnifiés partout dans le monde, que le but de la vie est la recherche du bien être personnel et collectif, en développant son potentiel, en propageant l'amour, en faisant don de soi pour les siens et pour son pays ;

Conscientes de ce que notre pays se distingue négativement dans le monde par sa situation unique, car on y observe la concomitance de quatre (4) crises dans un contexte où il n'y a pas de guerre : une crise politique, une crise économique et sociale, une crise sanitaire et une crise sécuritaire ; **et conscientes** qu'une partie non négligeable de l'opinion estime que le gouvernement actuel (*en dépit des efforts importants pour restaurer l'autorité de l'Etat*) est co-responsable de la situation de crise qui prévaut ;

Conscientes aussi de ce que notre pays fait face à un profond dilemme entre d'une part, organiser sans délai les élections générales pour se doter des institutions démocratiques, et d'autre part, rétablir préalablement l'autorité de l'Etat sur l'étendue du territoire national et ramener un climat sécuritaire, éléments indispensables à la tenue des élections libres, justes, transparentes et inclusives ;

Considérant qu'une solution médiane qui réconcilie les différentes factions est possible, et qu'elle se présente comme la voie de la sagesse ;

Considérant que la récente crise causée par les spéculations sur les produits pétroliers et la décision du gouvernement de supprimer les subventions sans mesures d'accompagnement en faveur des couches vulnérables, a non seulement été l'élément déclencheur de la dégradation de la situation actuelle mais aussi a révélé au grand jour, l'inconsistance de la politique du gouvernement en matière de justice sociale ;

Considérant que les politiques publiques ne tiennent pas suffisamment compte des classes défavorisées alors même que 80% de la population haïtienne vit au-dessous du seuil de pauvreté ; et que le niveau d'inflation est de 30% ;

Considérant que le dialogue politique improductif depuis plusieurs années, du fait de l'absence de volonté politique et de la non prise en compte des intérêts supérieurs de la nation, installe la démocratie haïtienne dans une dynamique involutive, ce qui est nocif au maintien du contrat social ;

Considérant la dégradation exponentielle de l'image de la femme dans la société haïtienne actuelle, qui s'exprime par des actes insoutenables et effrénés de déshumanisation de la femme et de la fille, et ce, dans un silence assourdissant des autorités compétentes, pourtant garantes de la sécurité et des droits de toutes et de tous ;

Prenant acte de l'impuissance de l'Etat à faire face aux effets négatifs de la crise sanitaire qui s'annonce à grand bruit à nos portes, sous fond d'épidémie de choléra, si l'on se réfère aux récentes déclarations du Premier Ministre dans lesquelles, il sollicite l'aide des pays amis ;

Prenant acte de l'incapacité de l'Etat à garantir la sécurité des vies et des biens des haïtiennes et des haïtiens, face à la propagation des bandes lourdement armées, agissant à visage découvert et étalant leurs forfaits dans l'impunité la plus totale ;

NOUS, MEMBRES DE L'ALLIANCE :

Exigeons que Haïti redevienne un pays de paix, un pays attrayant, attractif pour les investisseurs nationaux et internationaux, un pays qui retrouve son rang, son prestige, sa respectabilité dans le concert des nations civilisées, et dont les citoyennes et les citoyens haïtiens retrouvent leur fierté d'antan ;

Exigeons de tous les acteurs sociaux et politiques, qu'ils s'accordent pour créer une synergie d'actions, à l'effet de mettre fin au phénomène de crimes organisés, et de pullulement des gangs qui sont un véritable cancer social ;

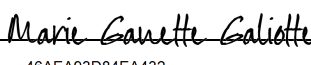
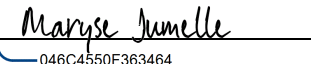
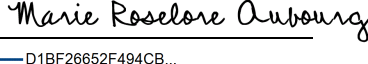
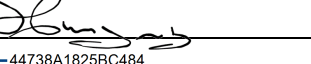
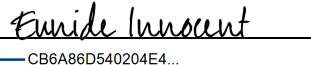
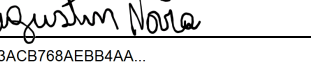
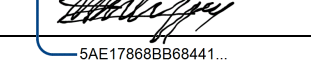
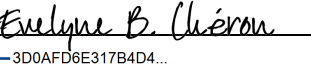
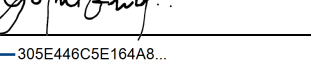
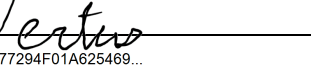
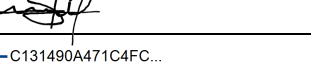
Refusons avec force que l'image de notre pays et de nos enfants, soit associée à la violence, la misère, l'instabilité, la désacralisation des institutions républicaines, la contestation permanente de l'autorité de l'Etat et la dévalorisation de la femme ;

Demandons à tous les acteurs, d'engager sans délai, un dialogue national prenant la forme des Etats généraux de la nation, avec l'assistance de la communauté internationale (OEA, Nations Unies par le biais du conseil de sécurité, Union Africaine...);

Demandons la mise en place urgente d'un gouvernement d'union nationale, composé d'hommes et de femmes dotés de probité et de patriotisme, issus d'horizons divers. Ce gouvernement de normalisation aura un mandat clair, précis et limité dans le temps pour : **(a)** ramener la sécurité dans le pays par le déploiement en appui à la PNH, d'une force spéciale multinationale de police, de lutte contre le banditisme, qui aura pour mission d'aider au désarmement des bandes armées, et d'assurer la sécurité des élections ; **(b)** expédier les affaires courantes, notamment la gestion de la crise sanitaire et humanitaire ; **(c)** engager les réformes nécessaires à l'organisation des élections générales libres, justes, transparentes et inclusives ;

Nous, membres de l'Alliance, sommes disposées et déterminées à accompagner ce dialogue interhaïtiens par la mobilisation des acteurs clés, la sensibilisation de la population sur l'importance de la tenue des états généraux de la nation, par des actions de proximité à travers notre réseau d'organisations, la facilitation du processus et la production des contenus.

Pour signature et authentification :

Plateforme	Nom complet représentante	Signature
1- Réseau des Femmes Candidates pour Gagner – RFCG	Marie Ganette Galiotte	DocuSigned by:  46AEA93D84EA432...
2- Plateforme des Femmes Haïtiennes pour la Reconstruction du pays – Nap Vanse	Maryse Jumelle	DocuSigned by:  046C4550F363464...
3- Plateforme pour la Participation Citoyenne des Femmes – PPCF	Marie Roselore Aubourg	DocuSigned by:  D1BF26652F494CB...
4- Regroupement National des Femmes Candidates – RENAFECA	Sheilla Clergé	DocuSigned by:  44738A1825BC484...
5- Plateforme des Organisations de Femmes Haïtiennes pour le Développement – POFHAD	Eunide Innocent	DocuSigned by:  CB6A86D540204E4...
6- Fédération des Organisations de Femmes pour l'Égalité des Droits Humains – FEDOFEDH	Novia Augustin	DocuSigned by:  63ACB768AEBB4AA...
7- Fédération nationale des femmes maires d'Haïti – FENAFEMH	Marie Yolaine Philippeaux Scutt	DocuSigned by:  5AE17868BB68441...
8- Coalition Haïtienne des Femmes Leaders – COHFEL	Evelyne B. Chéron	DocuSigned by:  3D0AFD6E317B4D4...
9- Karavan Fanm pou Chanjman – KFPC	Yolette Mengual	DocuSigned by:  305E446C5E164A8...
10- Ligue Haitienne des Femmes pour le Renouveau – LIHFER	Edeline Vertus	DocuSigned by:  77294F01A625469...
11- Federasyon Oganizasyon Fanm Lwès pour Egalite – FOFALE	Carline Saintil	DocuSigned by:  C131490A471C4FC...